

# Tensions au Brésil avant l'ouverture des JO

## LE RÉSUMÉ

Les Jeux s'ouvrent vendredi dans un pays en proie à une crise économique, sociale et politique sans précédent.

Un climat qui a entravé l'enthousiasme des Brésiliens, alors que le pays ambitionne de se classer parmi les 10 premières nations olympiques.

AGLAE DE CHALUS  
À RIO

2 octobre 2009. Explosion de joie à Copacabana devant le grand écran installé sur la plage: les Cariocas, les habitants de Rio, viennent d'apprendre que leur ville est retenue pour accueillir les Jeux Olympiques de 2016. Après deux tentatives ratées, le Brésil, alors 10<sup>e</sup> puissance mondiale et qui vient d'entrer dans le club des Brics, décroche le titre de ville-hôte et organisera les premiers Jeux d'Amérique Latine.

Sept ans plus tard, le tableau a bien changé. La fierté des Brésiliens a mué en exaspération. Selon un récent sondage, réalisé par l'institut Datafolha, la moitié des Brésiliens affirment être désormais contre l'organisation du méga-événement, qui débute vendredi prochain. «Au total, cela fait 10 ans que Rio est dans cette spirale de méga-événements: Jeux panaméricains en 2007, Coupe du Monde en 2014 puis JO en 2016. Tout ça au profit des grandes entreprises et au détriment d'une majorité d'habitants», dénonce Mario Campagnani, un des dirigeants de la

campagne «Les Jeux de l'exclusion», qui organise plusieurs manifestations cette semaine et pendant les compétitions dans la ville.

## Lourde facture

La facture de 11 milliards d'euros qui ont été dépensés, en partie par le privé, en partie par le public, pour les infrastructures olympiques et la transformation de la ville (tramway, métro, parcs publics...) a aussi du mal à passer, alors que le pays traverse une crise économique et sociale sans précédent. «L'argent, il faut le dépenser pour les services de santé ou les écoles, qui en ont grandement besoin, pas pour construire des stades!» s'insurge Ana Paula. La récession (-3,8% en 2015 et -3,5% prévus pour 2016) a provoqué une remontée inédite du chômage, aujourd'hui à 11,2%. La dette a explosé, notamment dans les Etats fédérés, comme celui de Rio qui a décrété l'état de «calamité publique», et a ainsi réussi à obtenir une aide financière fédérale pour boucler son budget et pouvoir assurer les dernières dépenses, notamment de sécurité, liées aux Jeux. Mais un léger mieux est à noter dans l'économie ces dernières semaines:

l'indice de confiance est remonté dans le commerce et l'industrie, et le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2016 (-3,3% au lieu de -3,8%) et entrevoit un retour au positif dès 2017 (0,5%).

Les milieux d'affaires semblent en effet rassurés par l'arrivée au pouvoir de Michel Temer, le président intérimaire, qui a annoncé un grand programme de privatisation, une réforme des retraites et la réduction du déficit budgétaire, des mesures programmées pour après l'impeachment. Le vote des sénateurs sur la destitution de Dilma Rousseff, mise à l'écart depuis le 12 mai en attendant son jugement, est programmé pour le 29 août. En cas de destitution, Michel Temer assurerait l'intérim jusqu'aux élections de 2018. Après une profonde crise politique qui a divisé les Brésiliens, le climat semble s'être apaisé à Brasilia,

du moins temporairement, selon le politologue Fernando Guarnieri, de l'université

d'Etat de Rio (UERJ): «Les premières semaines de Temer ont été très difficiles, des erreurs grossières ont été commises comme choisir des ministres visés par des accusations de corruption (trois ministres ont été limogés, NDLR). Aujourd'hui, le calme est revenu, du moins jusqu'à l'impeachment: après, il est fort possible que l'alliance du parti de Michel Temer et de la droite ne tienne plus, chacun visant la présidence en 2018, ouvrant la voie à une nouvelle crise politique.»

Le Brésil accueille donc ces Jeux dans un climat tendu. Et la pression est grande pour le pays qui s'est fixé des objectifs sportifs très ambitieux. Le but est de faire partie des 10 meilleures nations olympiques: pour cela, les athlètes brésiliens devront rafler 30 médailles contre 17 seulement en 2012. Le gouvernement a débloqué en ce sens 240 millions d'euros depuis 2009 pour investir principalement dans la «Bourse Podium», destinée à financer l'entraînement des meilleurs athlètes brésiliens. Les meilleurs entraîneurs ont été recrutés, le partenariat avec l'armée, qui possède d'excellentes structures sportives, a été renforcé (plus de 600 sportifs y sont formés dont 76 militaires de carrière)... «Des athlètes étrangers ont aussi été naturalisés», souffle Katia Rubio, professeur à l'école d'éducation physique de l'université de Sao Paulo et spécialiste du sport olympique, notamment dans l'équipe de polo aquatique. L'Etat veut inscrire cette ambition dans le temps: 1 milliard d'euros ont aussi été investis dans des infrastructures de sport de haut niveau, comme à Fortaleza, et à Sao Paulo (pour les modalités paralympiques). 256 centres d'initiation sont aussi en cours de construction un peu partout dans le pays. Pour Katia Rubio, l'objectif fixé pour les JO 2016 est aujourd'hui «irréaliste». Mais Marcus Vinicius Freire, du Comité Olympique brésilien, veut «courir le risque». Verdict le 21 août.